

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 12/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHIMIREC SOCODELI**

11 rue Nicolas Cugnot  
11000 Villalbe

Références : 2026-02-57  
Code AIOT : 0006602439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement CHIMIREC SOCODELI implanté 275 av Pierre et Marie Curie 30300 Beaucaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée suite à la survenue d'un incident le 17 janvier 2026 dans le bâtiment de production du CSR de l'établissement.

Cette visite réactive a permis de vérifier les premières mesures prises par l'exploitant, relatives au nettoyage du bâtiment et à la gestion des eaux d'extinction incendie et des déchets produits par l'incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC SOCODELI
- 275 av Pierre et Marie Curie 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006602439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC exploite un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux. L'établissement assure la gestion de déchets en provenance des petites et moyennes entreprises, d'industries, d'artisans, de collectivités et d'éco-organismes. La société CHIMIREC n'exerce pas d'activité d'élimination de déchets sur son site de Beaucaire. Tous les déchets traités, sont réexpédiés vers des installations d'élimination ou de valorisation.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2025-066 du 12 septembre 2025 autorisant l'extension et l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets industriels et de déchets ménagers spéciaux sur la commune de Beaucaire.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Téledéclaration de l'incident	Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
3	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 4.11	Sans objet
4	Gestion des déchets générés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 6.1	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 8.8.1	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 8.8.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de relever que l'exploitant a globalement mis en œuvre pour son site de Beaucaire, les mesures de gestion des déchets liés à l'incident et de gestion des eaux d'extinction incendie. Le bâtiment de production CSR a été nettoyé le jour même de l'incident (samedi 17 janvier) et les lignes de production ont été remises en service deux jours plus tard (lundi 19 janvier). L'exploitant a mené une première analyse des causes (présence éventuelle d'une pile dans le broyeur, non retenue par l'électro-aimant placé en début de ligne de process). Cette analyse, les enseignements tirés ainsi que les actions éventuelles envisagées devront être détaillés à travers le rapport d'incident demandé par l'inspection le jour de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Télédéclaration de l'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Télédéclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  Un incendie est survenu le 17 janvier 2026 dans le bâtiment de production du CSR. Le feu s'est déclaré dans l'un des deux broyeurs affineurs, le granulateur n°1. Des braises sont ensuite remontées dans le dispositif d'aspiration et de filtration situé en sortie du granulateur. Le feu s'est alors propagé aux filtres en papier du dispositif générant un important dégagement de fumées. Comme exigé depuis le 1er janvier 2026, l'exploitant a déclaré cet incendie le 20 janvier 2026 sur le site internet prévu à cet effet. Les données saisies lors de la télédéclaration ont permis de caractériser l'évènement déclaré en incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission du rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident pour préciser les circonstances et les causes de l'incident de manière plus détaillée que dans la télédéclaration du 20 janvier 2026, ainsi que les mesures prises à l'issue de l'incident en termes de nettoyage du bâtiment et de gestion des eaux d'extinction incendie et des déchets générés.

Une attention particulière devra être portée par l'exploitant sur le retour d'expérience concernant la mise à disposition des documents aux services des secours (exemple : plan ETARE, plan du site ...) et sur les actions à envisager pour éviter un incident similaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 3 : Eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 4.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

**Prescription contrôlée :**

Les eaux d'extinction sont prioritairement confinées à l'intérieur du bâtiment existant par la mise en place de seuils et/ou de murets périphériques d'au moins 30 cm de hauteur.

Les eaux de surverse sont dirigées vers un bassin étanche de 400 m<sup>3</sup> de capacité, muni, à son extrémité, d'une vanne d'isolement ou d'un dispositif équivalent interdisant toute vidange du bassin sans intervention manuelle.

Le volume global de confinement est d'au moins 1 180 m<sup>3</sup>.

Un dispositif d'obturation placé sur le réseau pluvial, permet la mise en œuvre du confinement.

Pour la zone K, la rétention des eaux d'incendie sera réalisée au sein de la fosse DEA du bâtiment. Les effluents y seront dirigés par un caniveau dédié, aménagé à cet effet. La rétention permet le confinement d'au moins 760 m<sup>3</sup> ou le volume du D9A.

Une capacité intra-bâtiment de 600 m<sup>3</sup> est aménagée au sein du bâtiment E par la mise en place de seuils et/ou de murets périphériques d'au moins 15 cm de hauteur afin de contenir les eaux d'incendie d'un éventuel incendie généralisé des 3 alvéoles de stockage de CSR.

Afin d'assurer la rétention de la plateforme de stockage de bois extérieur (zone J) et de la chaufferie, un second bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie d'une capacité de 310 m<sup>3</sup> est mis en place au Sud de la plateforme..

**Constats :**

Au déclenchement de la détection incendie, le système d'extinction automatique de la zone où s'est produit l'incendie (zone "granulateur 1), s'est enclenché. Le personnel présent sur site a activé le déluge et est intervenu avec les RIA.

<p>Les 3 batardeaux installés dans le bâtiment de production de CSR, ont été abaissés afin de confiner les eaux d'extinction incendie dans le bâtiment. Ces eaux d'extinction ont ensuite été dirigées par le personnel au moyen de raclettes vers la fosse de stockage des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) via les ouvertures créées spécifiquement au droit de la rétention de la fosse. Puis les eaux ont été pompées et dirigées vers une cuve dédiée au stockage d'eaux souillées. Selon l'exploitant, la quantité d'eaux incendie générées par l'incident s'est élevée à 20 tonnes. A noter que les systèmes de sprinklage et de déluge ainsi que les RIA sont alimentés en eau par une cuve de 1000 m3. L'exploitant précise que cette cuve a été re-remplie le jour même de l'incident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Gestion des déchets générés par l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets internes à l'établissement doivent être collectés, stockés et traités dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Toute disposition doit être prise permettant de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.</p> <p>Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et le traitement des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement et au titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Quelles que soient les destinations des déchets internes, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production d'un mois d'activité à allure usuelle des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin d'éviter la propagation de l'incendie depuis le système d'aspiration vers les trois alvéoles de stockage de CSR situées à proximité de la ligne de production, le CSR a été dans un premier temps, retiré des alvéoles et étalé au sol dans le bâtiment pour éteindre tout point chaud détecté au moyen d'une caméra thermique. Le CSR a ensuite été évacué à l'extérieur du bâtiment et entreposé dans des bennes. La surveillance d'un éventuel départ de feu dans les bennes extérieures, a été confiée au gardien présent sur le site l'après-midi du jour de l'incident. Le taux d'humidité du CSR étant trop élevé pour être vendu, il a été pris en charge par le centre d'enfouissement SARPI à Bellegarde. La quantité totale de CSR évacué du site le 20 janvier 2026, s'est élevée à 42.56 tonnes. Les deux BSD prouvant le traitement du CSR en tant que déchet non dangereux ont été fournis par l'exploitant.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 8.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection incendie hall CSR
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement est muni d'une installation de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des bâtiments du centre.</p> <p>L'alarme est télétransmise à une société de surveillance ou à un cadre d'astreinte, chargés de déclencher l'intervention des services de sécurité. Un gardien est présent en permanence sur les heures et jours non ouvrés afin de répondre à la télésurveillance et une personne d'astreinte est en place pour répondre aux besoins du gardien ou intervenir en cas de problème. Ils sont chargés d'intervenir ou de déclencher l'intervention des services de secours si nécessaire.</p> <p>Le type de détecteurs est déterminé en fonction de la nature des produits stockés.</p> <p>Plus particulièrement , une détection incendie avec transmission de l'alarme en salle de commande et arrêt de l'alimentation en combustible (CSR + gaz naturel) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une détection automatique incendie également sur les stockages de CSR extérieurs (remorques FMA) ;</li> <li>• une analyse de monoxyde de carbone en cheminée en continu avec alarme en salle de commande ;</li> <li>• une détection gaz naturel au sein du bâtiment chaufferie et de pression au sein du réseau d'alimentation avec transmission de l'alarme en salle de commande et arrêt de l'alimentation en combustible (CSR + gaz naturel).</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Le bâtiment de production CSR est muni d'une installation de détection automatique d'incendie disposant de 13 détecteurs IR répartis au niveau des différents équipements des lignes de production (broyeur, granulateurs, cribles, alvéoles de stockage...). Le granulateur n°1, objet du départ de feu, possède 3 détecteurs IR, dont un détecteur placé en sortie du granulateur ce qui a permis de détecter rapidement le début d'incendie du 17 janvier 2026.</p> <p>Le dernier rapport de vérification semestrielle de l'installation daté du 4 novembre 2025 et établi par Chubb, a été consulté lors de la visite. Le rapport conclut au bon fonctionnement de l'installation, sans aucune action corrective à réaliser.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2025, article 8.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie hall CSR
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des robinets d'incendie armés de type DN32/12, conformes à la norme NF S 61201 et installés suivant la règle R5 de l'APSAD sur l'ensemble des bâtiments ;</li> </ul>

- des dispositifs d'extinction automatique à eau installés au sein du bâtiment, couvrants : [...]

Pour la zone K de production des CSR : le bâtiment est sous sprinklage et déluge sur l'installation au-dessus:

- Des fosses,
- Des lignes de broyage et criblages,
- Des alvéoles de stocks produits finis et refus.

- des extincteurs à poudre polyvalente, adaptés aux risques à combattre et répartis sur l'ensemble du site et notamment au niveau des postes de dépotage des déchets ;
- des extincteurs à CO2 (ou équivalent) à proximité des installations et tableaux électriques ;
- une réserve d'eau incendie d'une capacité de 1000 m3 ;
- une réserve « pompier » d'une capacité de 170 m3.

En termes de moyens externes, 2 poteaux incendie pour un total de 200 m3/h sur 2h (débits simultanés normalisés à 1 bar) sont présents au Nord et à l'Ouest en limite de site CHIMIREC SOCODELI.

Les moyens de lutte contre les incendies sont étendus aux zones d'extension CSE et CSR et au niveau du bâtiment E et à la zone de maintenance (zone G).

Une réserve incendie supplémentaire d'une capacité de 360 m3 est mis en place à côté du bassin de confinement Nord-Est.

#### **Constats :**

Le bâtiment de production de CSR dispose d'une installation d'extinction automatique d'incendie (sprinklage/nappe haute) et d'un système de déluge. En particulier, le granulateur n°1 est équipé de deux systèmes de déluge, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de l'équipement, lesquels ont été actionnés manuellement par le personnel formé le jour de l'incident. Quant au sprinklage de la zone "granulateur", il s'est mis en marche automatiquement consécutivement au déclenchement de la détection incendie. Deux ampoules de têtes sprinklers du réseau du sprinklage se trouvant au droit du granulateur, ont été remplacées par le service de maintenance, dont le personnel est habilité et formé à réaliser ce type d'intervention.

Le dernier rapport de vérification semestrielle du sprinklage du 3 novembre 2025 établi par Uxello, ainsi que les deux rapports d'intervention du service de maintenance datés des 4 et 5 novembre 2025 relatifs à la levée des observations d'Uxello, ont été consultés en séance. Le rapport de vérification atteste du bon fonctionnement du dispositif d'extinction automatique.

**Type de suites proposées :** Sans suite